

Outils vidéo participatifs Tsiganes de Montpellier et de l'Hérault



Constats, pistes de réflexion, propositions

- issus des films,
- des groupes de paroles avec les habitants et des professionnels,
- des discussions qui suivent les projections
- des ateliers du 23 janvier 2012
- lors de la sortie du dvd le 13 novembre 2012

Les derniers apports sont surlignés en jaune.

Outils vidéo participatifs est un projet financé par:
le Département de l'Hérault,
la Caf de Montpellier,
l'Acse LR;

La démarche participative est aussi soutenue par la Fondation de France.
La Ville de Montpellier met des salles à disposition.

De nombreuses associations de terrains ont apporté et apportent leur aide :
le centre Apaj, l'Apiou, Gypsy production 34, la Boutique d'écriture & Co, Ipeicc Université du citoyen, Lafibala, Mieux vivre à Montpellier quartier Montaubero, service Tramontane-convergence34, Via Voltaire, la Chapelle, Aps 34, la Gaminerie,....

Tsiganes de Montpellier et de l'Hérault

Constats et questionnements autour du logement

« Comment répondre de manière adaptée aux demandes des familles en matière de logement? »

Les constats soulevés par le film (*Gitans en HLM*), les groupes de parole et les débats ont été validés et parfois précisés lors des ateliers et de la sortie du dvd
A partir de la question de l'absence de responsables et de l'utilité de ces ateliers de réflexion, des propositions ont été faites. Elles pourront être mise en œuvre dès à présent.

Les constats sont :

La question du logement cristallise tous les problèmes (école, travail, émancipation, projets de vie...). **Dès lors, comment sortir de l'impasse amenée par les politiques publiques de logement ?**

Des habitants d'origine gitane sont « parqués ensemble » dans des immeubles ou des rues au sein des quartiers populaires; Paillade, Cité gély, Montaubérou, Marels,... Alors que dans le passé il y avait mixité (ex: Cité Gély) Cela entraîne des stigmatisations.

Ce n'est pas seulement une question ethnique (propre à la population d'origine tsigane), **mais sociale** avec les mêmes problématiques que dans les autres quartiers populaires. La réponse, les propositions faites en terme d'habitat sont ethniques. « on culturalise, on construit des groupes ». **Nous assistons à une ethnicisation des questions sociales.**

Les pouvoirs publics confondent volonté de vivre en famille élargie et envie de vivre en communauté; Ils introduisent une vision coloniale et paternaliste des habitants du territoire.

Les habitants d'origine gitane vivent souvent en famille élargie, grands parents, parents enfants. Le groupe protège, rassure par rapport à l'extérieur surtout en temps de crise.

Il n'y a pas de communautés mais différents groupes ou familles. « ils ont mis des gens qui n'avaient rien à voir avec nous. » **L'appartenance à un groupe ou à une famille est à la fois une ressource pour les personnes mais aussi un frein pour l'émancipation individuelle.**

Manque de logement sociaux sur l'agglomération de Montpellier; 14000 demandes non satisfaites et priorité dans les logements neufs aux classes moyennes;

Les bailleurs ne construisent plus de grands logements;

Opacité des attributions de logements sociaux; « les critères et les passe-droits posent question ». **Il existe une discrimination dans l'accès au logement car le droit au logement est fonction de l'origine ethnique.**

Absence de discours et de participation d 'ACM (principal bailleur social sur Montpellier) et des élus sur ces diagnostics et ces réflexions. Ce refus d'aborder les questions des politiques du logement mènent à des impasses, posent de graves

problèmes au niveau scolaire, au niveau du travail, au niveau de l'émancipation individuelle et des projets de vie des habitants. Pas de réponse à la question:

Pourquoi une telle concentration de familles de même origine dans les immeubles sociaux du bailleur?

Demandes de familles de quitter le quartier, non prises en compte; (habitants, travailleurs sociaux) « Des habitants veulent sortir de la communauté mais sont « prisonniers » par le poids communautaire et le jeu politique de ghettoïsation. » Par exemple 60 demandes à Montaubérou.

Multipllicité des situations donc difficulté d'apporter des réponses;

Les codes sont différents, difficile de se comprendre et d'appréhender une réalité, « on ne sait pas ce qu'ils souhaitent, dans quoi les accompagner. » travailleur social « Pas de revendications, ils ne s'expriment pas comme nous sur leur revendications. »

Les discriminations notamment dans l'accès au logement entraînent des sentiments d'injustice, de l'exclusion et une non coopération avec les pouvoirs publics. (non paiement des loyers, des factures EDF,...). **Spirale** suivie d'un désengagement de l'Etat, des ACM, des pouvoirs publics...

C'est propre dans la maison et à l'extérieur c'est abandonné et très sale. De nombreux cas de **logements insalubres. Beaucoup d'habitants entretiennent** et rénovent chez eux.

Déménagements sans concertation (« des déportations ») à Montaubérou, aux Marels (depuis la Grappe en 2000) ; idem pour les Harkis ou d'autres populations précaires.

Au départ à Montaubérou comme aux Marels, il y avait une **politique d'accompagnement** de la Caf, des Acm, de Tramontane, qui fonctionnait. « au début, travail en partenariat, réponse commune...des de loyers payés, des négociations possibles, les enfants à l'école et les grands mères qui savaient lire et écrire. » Puis il y a **abandon des quartiers par les pouvoirs publics** (Exemple du bus des Marels pour emmener les enfants à l'école remis en question.) « c'est le désert là bas même un gps il le trouve pas » « Beaucoup de vide » (APS), « on est face à un mur : on ne nous écoute pas. »

Absence de concertation; « les élus ont peur »;

Clientélisme et politique électoraliste de la mairie+acm. « Avant les Gitans avait une place plus importante dans la ville, ils représentaient une part plus grande de la population. Maintenant leur vote est moins important. »

2/ Propositions

Les propositions tournent autour de ces questions : Comment lutter contre les discriminations et les stigmatisations ? Comment permettre aux habitants qui le souhaitent de quitter le quartier et à ceux qui veulent rester d'y vivre dans des conditions dignes ?

Comment on va vers les responsables des politiques de logement social?

Face à l'absence des responsables politiques et des bailleurs sociaux (invités), il a est apparu

important de les questionner sur leur absence, leur regard sur les discriminations faites notamment à des habitants d'origine tsigane et de leur proposer une autre rencontre pour faire changer les choses.

Écrire des lettres pour rendre compte des ateliers et les interroger sur leur absence, leur fixer un autre rendez-vous.

Comment on va vers les médias ?

Les médias ont couvert l'annonce des 4 soirées de projections et d'ateliers débats, mais ils ont été absents sur l'événement.

Faire une lettre pour qu'ils prennent en compte dans l'actualité aussi les aspects positifs, pas seulement les problèmes... et qu'ils viennent relayer ce qui se passe, ce qui se réfléchit dans des ateliers comme ceux d'aujourd'hui comme dans les quartiers.

Pour les chaînes de télé, leur faire connaître les films pour diffusion.

Constituer un dossier de presse sur les discriminations, sur l'insalubrité des logements, et l'abandon des quartiers.

Comment on va vers le grand public ?

Sensibiliser les gens via les médias, faire connaître les conditions de vie (insalubrité, discriminations, mais aussi solidarité, vie de famille), et notre culture :

Valoriser la culture, la faire connaître; exemple de dictionnaire Kalo sur Perpignan

diffuser le film à tous les Montpelliérains : Diagonal, cinémas indépendants et autres projections débats.

- **il faut aller en justice** car les discriminations sont illégales, mais on ne peut le faire qu'individuellement ce qui fait que peu de familles, vont se lancer dans cette démarche. **Il est nécessaire de soutenir les personnes pour qu'elles aillent en justice.**

- Occuper l'espace public:

Faire un gros rassemblement;

Participer aux réunions publiques au meetings, avec les élections qui approchent.

Organiser une journée le 16 octobre sur les discriminations dans l'accès au logement en faisant venir des élus et des responsables d'autres régions qui se démènent en matière de lutte contre les discriminations.

Les squats sont un mode d'action : il faut non seulement occuper l'espace administratif, juridique mais aussi les espaces de logements inhabités 20000 logements vides à Montpellier...

participer aux assises de l'habitat organisées par l'agglomération de Montpellier le 10 février au Corum. <http://www.acteursdelhabitat.com/spip.php?article645>

faire une lettre ouverte à Benoist Apparu, ministre du Logement en visite sur Béziers fin février.

Comment travailler sur ces différents événements? Comment être nombreux et être entendu?

- **Créer un réseau sur Montpellier mais aussi au niveau régional;**

- **Travailler main dans la main, Gitans / non gitans, comme sur ces soirées.**

Il faut « sortir du chacun dans son coin ». La complémentarité (asso d'habitants, techniciens, chercheurs) permettra de faire **et d'apporter un traitement collectif à la question du logement afin d'éviter le clientélisme.** Il est nécessaire de se rassembler, se regrouper pour se défendre. Mais cela pose la question de qui centralise, qui mutualise.

Former les bailleurs et les décideurs aux questions des discriminations

Tsiganes de Montpellier et de l'Hérault

Constats et questionnements autour de l'école

« un chemin à faire de part et d'autre? »

Les constats soulevés par le film « Tsiganes à l'école et vice et versa », les groupes de parole et les débats ont été validés et parfois précisés lors de ces ateliers.

Les constats sont :

- **L'école est reconnue par les familles comme utile pour savoir lire, écrire, compter : Présence et investissement dans le primaire.**
- **les enfants d'origine Tsiganes ont de nombreuses aptitudes et compétences (plurilinguiste, réactivité, agilité,...) mais constat de retard scolaire, d'absentéisme.**
- **Relations spécifiques des Tsiganes à l'école notamment dans le rapport au temps (vie au jour le jour, peu de projection dans l'avenir), dans les modes d'apprentissage (par mimétisme, décalage oralité-écriture...) mais il y a plus de traits communs entre les élèves gitans et les autres que de choses qui les distinguent ».**
- **Gros problème : le décrochage scolaire au collège.** (atelier, film, débats)
- **Différentes attentes des familles et de l'école :** « Est ce un échec si l'école ne permet à certains que de lire, écrire et compter, ce qui correspond à la demande des familles? » enseignante (débat)
- **Parmi les réponses de l'éducation nationale, des dispositifs spécifiques existent et évoluent** (action Cned à Marseillan, camion école, classe de remise à niveau, classe gitane à l'apaj...).
Contradiction : « dispositifs spécifiques qui renferment sur le groupe alors qu'ils sont là pour raccrocher le droit commun »
- **Existence de stigmatisations et de discriminations au sein de l'école. Ex: Par endroit, refus d'inscription par les maires, pas le droit au péri-scolaire (cantine, accueil,...) qui conditionne la scolarité notamment des enfants du voyage souvent éloignés des écoles.**
- **Intégration par les personnes du fait qu'être gitan, c'est être un élève en difficulté.** (atelier)
- **Pression communautaire quant à la réussite scolaire des élèves :** « t'es un payou! »
Crainte que l'école fasse perdre la culture tzigane.
- **Manque d'exemples identifiés de réussite scolaire:** les gens n'affichent pas leur appartenance ou origine quand il y a une réussite scolaire mais au sein de la communauté ou de la famille, les exemples de réussite sont connus (femme gitane).
- **la scolarité est liée à la question du logement : Un quartier « ghetto » entraine souvent des « écoles ghettos » avec manque de mixité sociale et/ou culturelle.** (groupe de parole et film).
- **L'école a du mal avec les enfants en difficulté et avec l'acceptation de la différence ».**(débat)

- **L'école occulte la question de l'identité et du vécu des élèves**, même si des enseignants y sont attentifs et le prennent en compte. (débat)
- **L'affectation dans les écoles ne dépend pas de l'Éducation Nationale mais des collectivités territoriales.**
- **importance d'avoir une équipe stable et ouverte à la rencontre des familles.**
- **Meilleure scolarisation en Espagne. Serait du au régionalisme et au multilinguisme?**

2/ Remarques et Pistes

besoin d'éclaircir les critères d'affectation des enfants dans les écoles et les critères de dérogation.

besoin de mieux comprendre ce qui fait le décrochage au collège (pistes évoquées: sentiment des élèves d'être perdus au collège, difficulté à sortir du quartier, manque d'enjeux, moins de soutien des parents pour poursuivre la scolarité...)

besoin de savoir plus précisément si le manque de mixité joue sur les apprentissages

besoin de maintenir des temps et espaces d'échanges entre familles et corps enseignant pour permettre une meilleure connaissance réciproque. Au moins, maintenir les moyens alloués « temps institutionnel » aux écoles pour cette démarche. En effet, l'école F. Bazille en 2012 ne sera plus en zone prioritaire et risque de fait de perdre les moyens alloués à la médiation avec les familles et au suivi de l'absentéisme;

besoin d'équipe stable et de médiation

besoin de valoriser les parcours d'élèves ayant réussi scolairement

besoin de redonner l'envie aux parents de soutenir la scolarisation de leurs enfants même au collège.

Tsiganes de Montpellier et de l'Hérault Constats et questionnements autour du travail

« Une problématique sociale et des compétences spécifiques à prendre en compte »

Les constats soulevés par le film « *Cash Cache* », les groupes de parole et les débats ont été validés et précisés lors des ateliers et projections-débats.

Les constats sont :

Des représentations de part et d'autre : le film permet de faire tomber les a priori, c'est important de créer des espaces où on peut se rencontrer, échanger.

Ce film semble plus flou que les autres car on parle du travail sans jamais les voir travailler. Les Ziconofages voulaient filmer les personnes en train de travailler : les personnes n'ont jamais voulu.

Peu de connaissance des métiers autres que ceux pratiqués « traditionnellement » par la communauté (ferraille, artisanat, nettoyage, emplois de service, musiciens, marchés).

La crise a rendu la question de l'emploi très difficile pour tout le monde : disparition des petits métiers de l'artisanat et concurrence des grands groupes/entreprises (notamment dans la ferraille).

Encadrement législatif de plus en plus important (nécessité de diplôme+chèques emplois service...).

Les travailleuses sociales témoignent des **limites de leur action surtout quand il n'y a pas de réponses politiques**. Grande frustration par rapport à l'absence des élus.

Une question très préoccupante pour les jeunes : la question du modèle familial est importante pour que les jeunes se projettent dans l'école et dans le travail.

Cumul des difficultés : manque de travail, de modèles, de formation, de confiance en soi, discrimination. Ces difficultés conduisent à la magouille voir à la délinquance.

Grande inquiétude généralisée des familles.

La question du travail semble **plus compliquée et différente pour les gitans sédentaires de Montpellier** (plus de fatalisme et de souffrance) **que pour les nomades**.

Une conception du travail différente ? Travailler « c'est pour nourrir sa famille ». Il y a très peu de projection dans une « carrière professionnelle » Gagner sa vie au jour le jour est-ce une question tsigane ou de précarité? **Les gitans ont souvent plusieurs activités : ce n'est pas normé.** Rapport au travail chez les gitans est différent dans le sens où nous sommes formatés au salariat (construction sociale). Le travail a une fonction utilitaire et non de **réalisation personnelle.** « *Historiquement, les femmes travaillaient alors que les hommes ne*

travaillaient pas : être salarié, c'est être un incapable » témoigne un habitant de la cité Gély.

Les démarches vers l'emploi sont compliquées et doivent être accompagnées ; Nos dispositifs d'insertion sont à côté de la plaque. Rejet de l'injonction d'intégration car le respect de l'autre est un axiome fondamental. E. Glissant « *je peux changer ou m'échanger avec l'autre sans me dénaturer* ».

Le statut d'indépendant : le rapport à la société sédentaire est compliqué, tout ce qui est administratif surtout quand on ne sait pas lire ni écrire. Volonté pour certains d'avoir un contrat de travail, un emploi salarié, avoir une situation. Mais avoir un métier de payou/gadje, c'est : perdre son identité aux yeux de la communauté, cacher son identité aux yeux de la société globale.

La formation se fait très souvent par : transmission familiale ou du groupe.

Les atouts : adaptabilité au marché de l'emploi : travail selon la saison, l'opportunité et **des compétences et savoirs faire** transmis par la famille ou le groupe.

Les freins : précarité sociale, discriminations, les démarches administratives lourdes, défaitisme très important.

2/ Questions débattues ou restant à débattre

Faut-il des accompagnements, politiques spécifiques ? Si oui à quels niveaux, quels outils ?

Malgré des compétences apprises dans le cercle familial ou communautaire, transposer ses compétences dans l'emploi est une difficulté. Comment faire ?

Comment définir de nouvelles façon d'accéder à l'emploi sans diplôme ?

Comment d'autres modèles que ceux portés par des familles gitanes peuvent être valorisés à l'intérieur (garder son identité gitane) comme à l'extérieur (lutte contre discrimination) ?

Quels outils, actions pour une meilleure connaissance du monde du travail ?

Si le nomadisme est un atout pour trouver du travail et la sédentarisation un frein, faut-il favoriser des politiques de sédentarisation des Tsiganes ?

A quel moment et comment mobiliser les élus sur cette question ?

Est-ce que les dispositifs ne sont pas adaptés ou est-ce que les gitans ne sont pas adaptés aux dispositifs ?

3/ Remarques et Pistes

Insertion professionnelle :

Méconnaissance des travailleurs sociaux, conseillers en insertion des contraintes liées à des statuts particuliers (ex carnet de circulation).

Parcours trop long et fastidieux qui ne répond pas à l'urgence de trouver rapidement de quoi subvenir aux besoins des demandeurs.

Évolutions :

les représentations évolutives, de nouveaux métiers attirent les jeunes comme l'esthétique, la coiffure, le stylisme.

Freins :

Pour accéder aux formations il faut d'abord des mises à niveaux.

Pistes :

Les travailleurs sociaux ne font pas d'accompagnement spécifique mais individuel et personnalisé : problématique sociale (et non ethnique) qui peut demander de prendre en compte et de connaître des particularités culturelles.

Formation des travailleurs sociaux

S'appuyer sur ce qui existe et qui fonctionne (ex :Gaminerie)

Être dans des petits projets

Fédérer les associations qui œuvrent pour la minorité gitane (exemple espagnol)

permettrait aussi d'être entendus des politiques

créer une/des structures de portage de projets

Mettre en valeur les compétences des Gitans en faisant des ponts avec l'artisanat comme la ferronnerie par exemple.

Mettre l'accent sur un meilleur accès à l'information et à l'accompagnement du statut d'auto-entrepreneur

Dans le cadre d'une suite à donner à cet atelier il faudrait inviter quelqu'un du milieu de l'entreprise, chambre des métiers,...

la méthode IOD – Intervention Offre Demande a pour but de mettre en contact des personnes compétentes avec des employeurs. Ce projet IOD a comme objet de repérer des jeunes motivés pour les mettre en emploi en très peu de temps: feeling. Insertion par la conjonction entre offre et demande : relation interpersonnelle. Volonté d'accompagner des personnes en grande difficulté avec, auparavant, un travail de mise en contact et de rencontre. Un système d'accompagnement est indispensable. L'ouverture, la mise à distance des préjugés sont requis dès le départ à l'employeur. Pour cela, il existe un partenariat entre services sociaux et associations qui repèrent les employeurs intéressés en amont. Il est nécessaire d'insister sur le recrutement par l'habileté, d'une façon spontané : pas de test. C'est une démarche expérimentale (pour en savoir plus : www.transfer-iod.org/)